

Communiqué de presse du 14 novembre 2005

La médecine générale au cœur de la révolte des banlieues

Il reste encore des médecins généralistes qui exercent dans les citées où la révolte gronde.

Nous sommes les témoins privilégiés de l'aggravation des conditions de vie qui transforment le quotidien des habitants en une suite d'humiliations, produisant ainsi de la maladie. Nos cabinets médicaux sont les lieux où s'exprime cette souffrance. Nous ne pouvons pas rester passifs, et nous ne pouvons pas nous contenter d'être des professionnels qui se situeraient en dehors de cette souffrance. La politique menée par le gouvernement tend à faire des médecins généralistes des étouffeurs de la révolte, en nous refusant le droit de faire autre chose que de délivrer des médicaments qui soignent l'angoisse et la dépression. Nous revendiquons le droit de pouvoir changer notre exercice professionnel, nos modes de rémunérations, pour adapter nos pratiques aux réalités que nous rencontrons, pour pouvoir pratiquer l'écoute, travailler en coordination et essayer de passer du soin à la santé.

La réforme de l'Assurance maladie par l'aggravation des inégalités d'accès aux soins participe à cette augmentation de l'exclusion sociale. Nous refusons d'être les complices de cette injustice qui oblige les malades à payer de plus en plus pour se soigner. Nous savons que leur situation les oblige à choisir entre manger ou aller chez le médecin. Ceci est inacceptable, c'est aussi ce que nous dit cette explosion de colère.

Nous savons aussi que la révolte des jeunes n'est pas le fait d'une « racaille ». Ces soi-disant voyous s'expriment dans les cabinets médicaux. Nous comprenons que cette violence est avant tout autodestructive. Comme l'usage des drogues, comme toutes les conduites à risques, elle procède de la désespérance de trouver une place dans la société qui est la nôtre. Nous sommes, nous médecins généralistes, bien placés pour expliquer à ces jeunes l'absurdité et la dangerosité de leurs actions, mais nous ne pouvons pas nier la légitimité de leur colère.

Au moment où les choix politiques faits par le gouvernement risquent de faire disparaître la médecine générale et pas seulement dans les quartiers sensibles, il est temps d'affirmer haut et fort que nous ne sortirons pas de la spirale infernale de la violence sans permettre aux médecins généralistes et aux autres acteurs du secteur social et de la santé d'avoir les moyens financiers et organisationnels pour exercer leurs métiers.

Contacts

Didier Ménard : 06 07 16 57 78